

AVIS d'approbation référendaire

AVIS PUBLIC adressé aux personnes intéressées ayant le droit de signer une demande de participation à un référendum sur le Second projet de règlement numéro 582-UR-2023 modifiant le Règlement de zonage 495-UR-2014.

1. ADOPTION DU SECOND PROJET DE RÈGLEMENT

À la suite de l'assemblée publique de consultation tenue le 6 novembre 2023, le conseil municipal a adopté, le 6 novembre 2023, le second projet de règlement numéro 582-UR-2023 modifiant le Règlement de zonage numéro 495-UR-2014.

Le Second projet de règlement contient des dispositions pouvant faire l'objet d'une demande afin qu'un règlement qui contient l'une ou l'autre de ses dispositions soit soumis à l'approbation de certaines personnes habiles à voter, conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

Les personnes qui désirent formuler une demande pour que soit soumise à l'approbation des personnes habiles à voter l'une ou l'autre des dispositions identifiées ci-après, devront donc indiquer la zone d'où proviennent la demande et la disposition pour laquelle la demande est présentée.

2. DISPOSITIONS DU SECOND PROJET DE RÈGLEMENT POUVANT FAIRE L'OBJET D'UNE DEMANDE - PROJET DE RÈGLEMENT 582-UR-2023

2.1 Interdiction de l'usage de comptoirs mobiles (5893)

Disposition et objet :

L'une des dispositions ajoutées à l'article 5 du Second projet de règlement a pour objet l'interdiction de l'usage de comptoirs mobiles (5893).

Zones concernées : 2-Ca, 6-Ca, 14-Ca, 19-Ca, 23-Ia, 31-Vb, 36-F, 37-Cb, 46-F, 63-F, 74-Ca, 75-Ca et 77-Ca.

Origine et objectif de la demande :

Une demande relative à cette disposition pourra provenir de l'une ou l'autre des zones concernées, de même que de l'une ou l'autre des zones contiguës à l'une ou l'autre des zones concernées. La demande présentée vise à ce que la disposition indiquée dans la demande soit soumise à l'approbation des personnes habiles à voter de la zone concernée par la demande et de toutes zones contiguës à cette zone concernée d'où proviendra une

demande valide.

3. ZONES CONCERNÉES

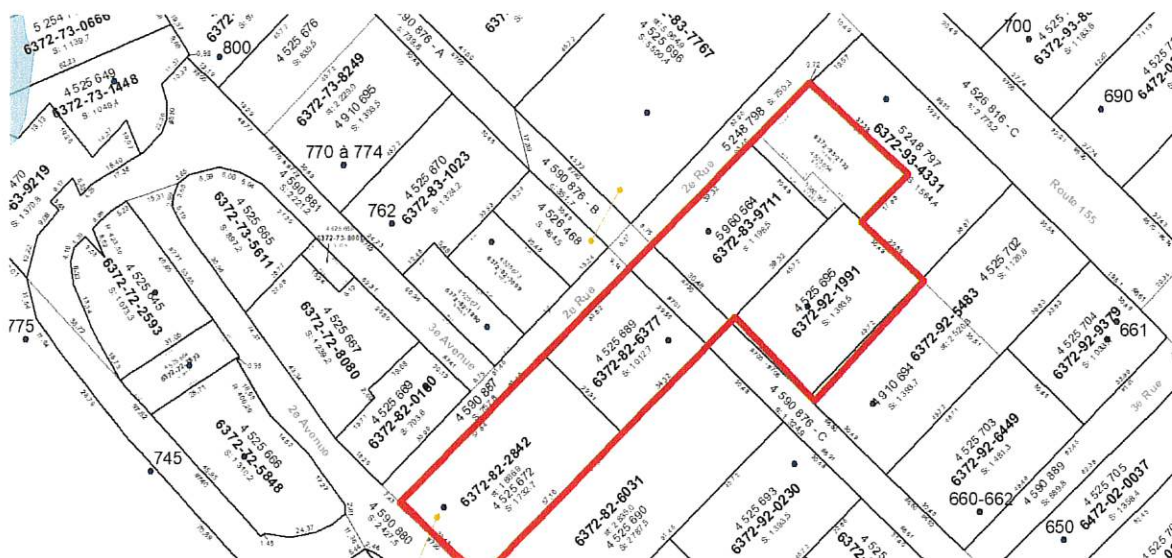
Le Second projet de règlement 582-UR-2023 concerne les zones 2-Ca, 6-Ca, 14-Ca, 19-Ca, 23-1a, 31-Vb, 36-F, 37-Cb, 46-F, 63-F, 74-Ca, 75-Ca et 77-Ca.

Apparaît ci-après l'identification de ces zones.

Zone 2-Ca



Zone 6-Ca



Zone 14-Ca



Zone 19-Ca



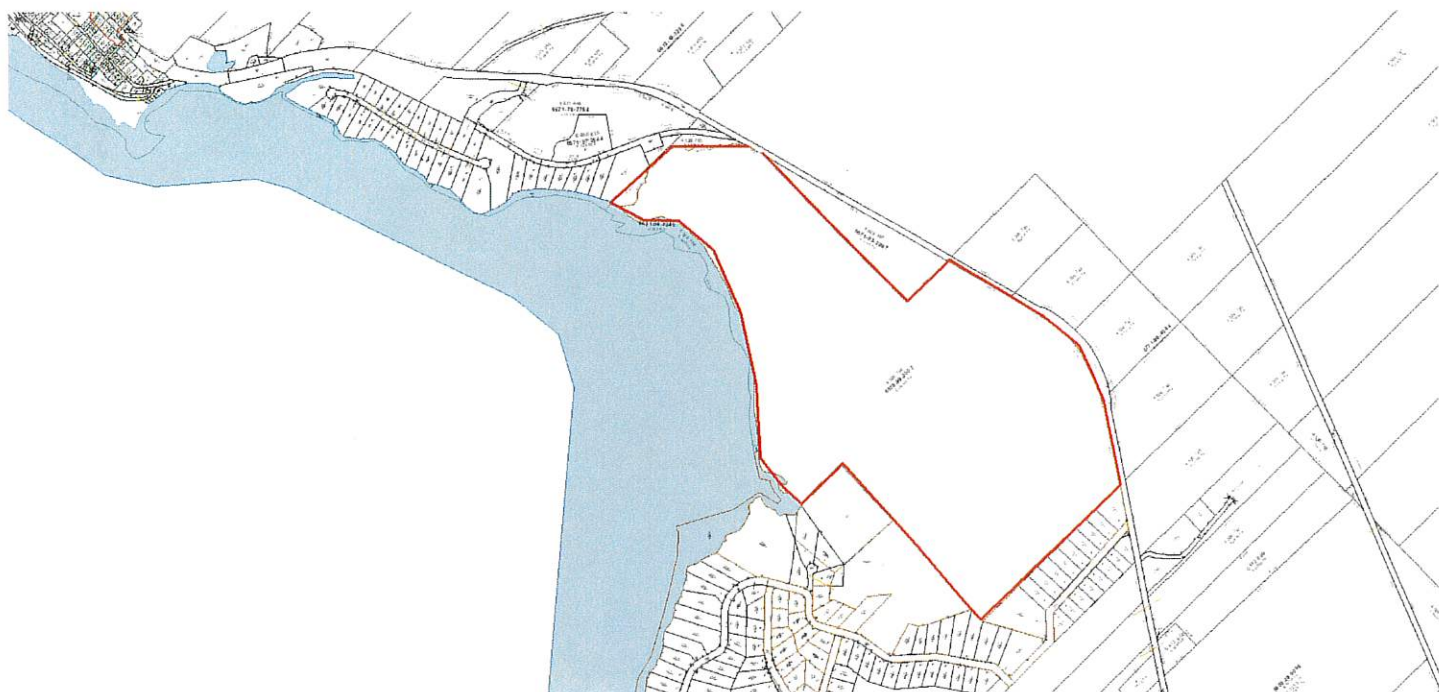
Zone 23-1a



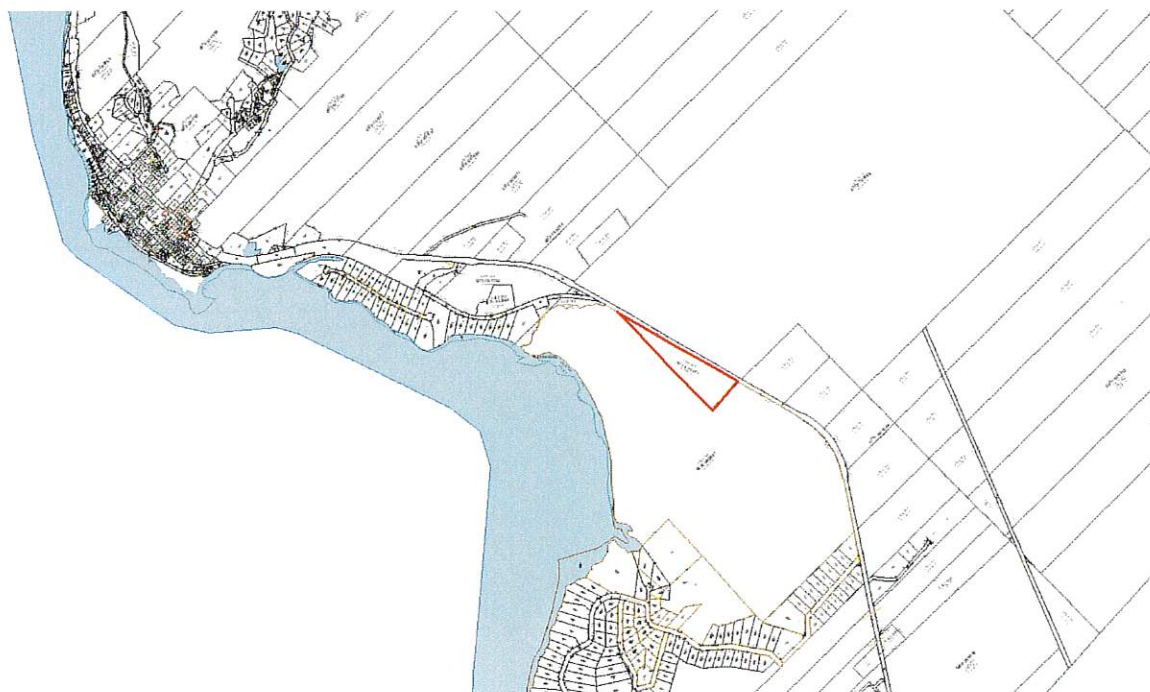
Zone 31-Vb



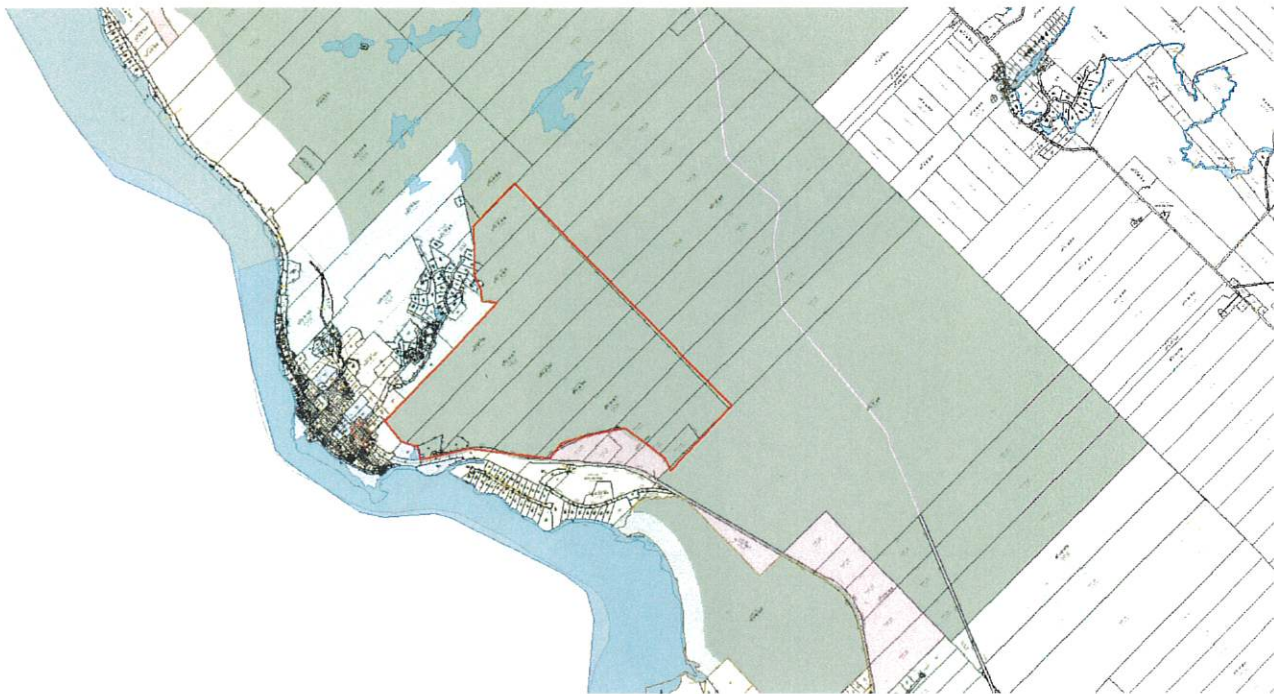
Zone 36-F



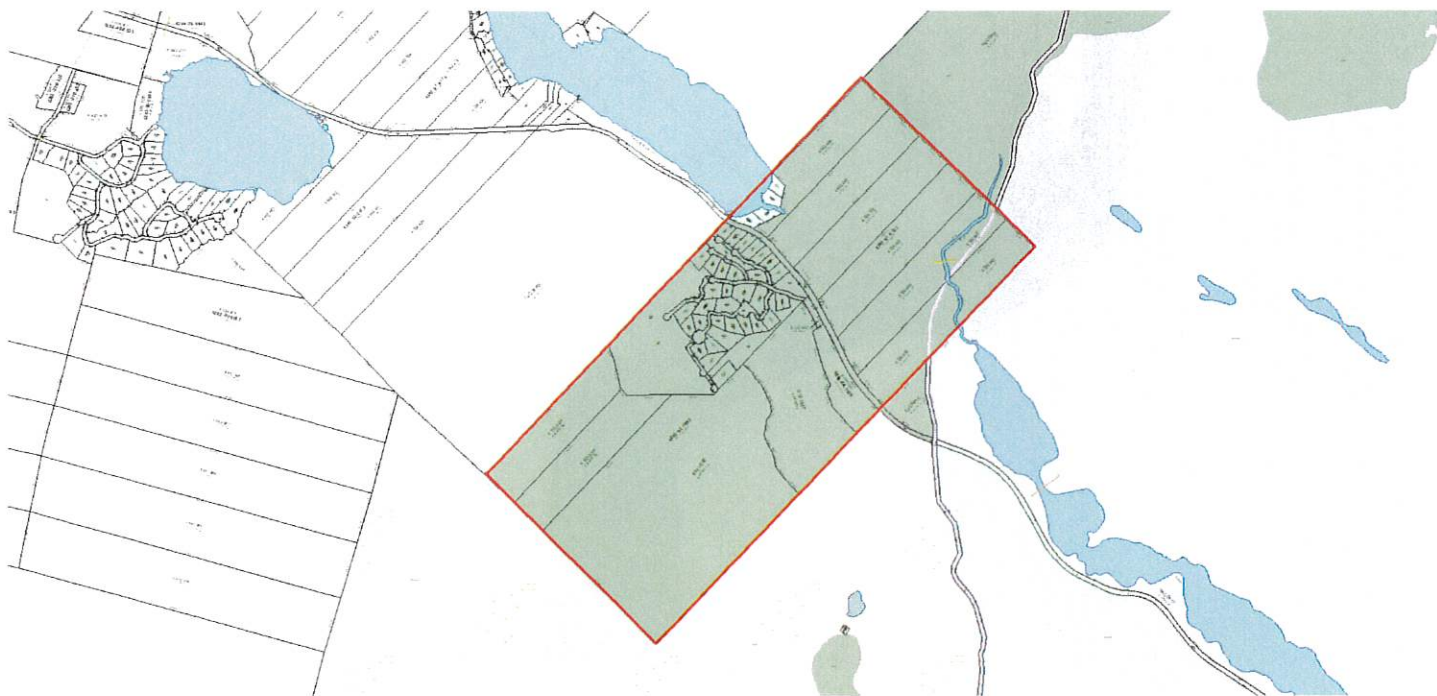
Zone 37-Cb



Zone 46-F



Zone 63-F



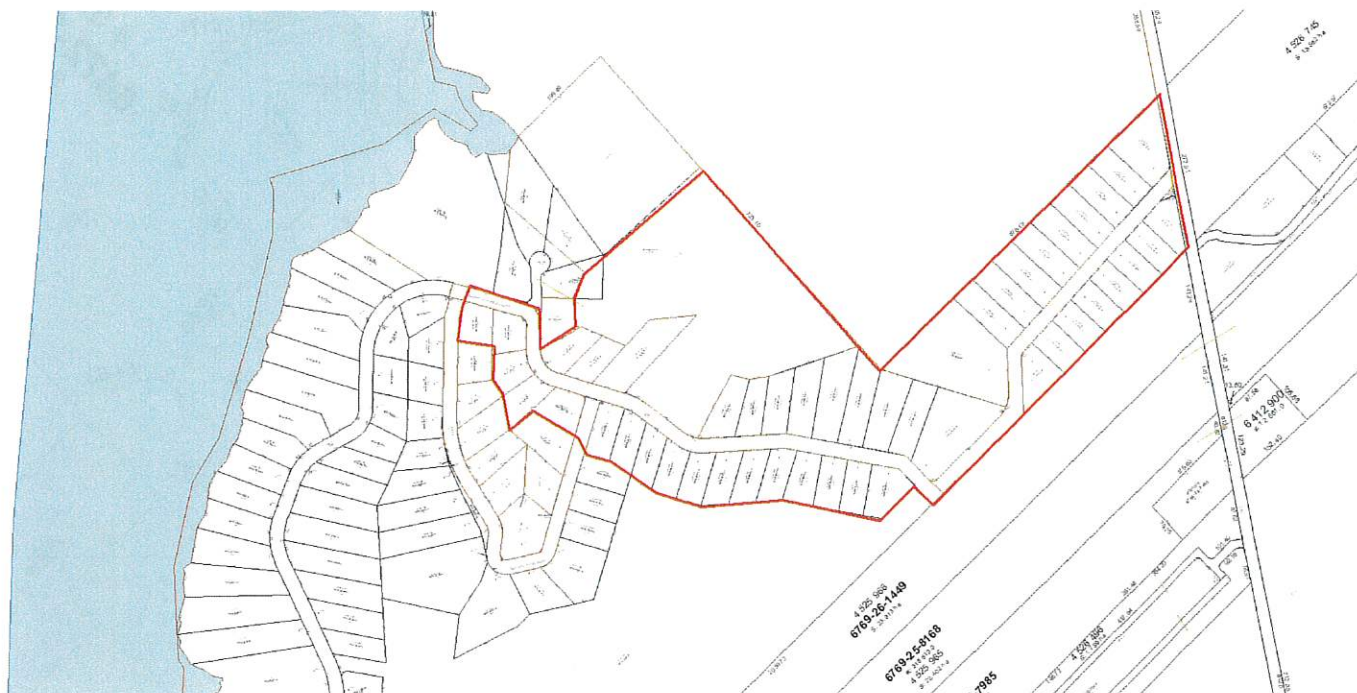
Zone 74-Ca



Zone 75-Ca



Zone 77-Ca



4. CONDITIONS DE VALIDITÉ D'UNE DEMANDE

Pour être valide, une demande doit:

- Indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone d'où elle provient;
- Être signée, dans le cas où il y a plus de 21 personnes intéressées dans la zone ou le secteur de zone d'où elle provient, par au moins 12 d'entre elles ou, dans le cas contraire, par au moins la majorité d'entre elles
- Être reçue au bureau de la Municipalité, au 630, 4^e Avenue, Grandes-Piles (Québec), G0X 1H0, **au plus tard le 16 novembre 2023.**

5. CONDITIONS POUR ÊTRE UNE PERSONNE INTÉRESSÉE AYANT LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE DE PARTICIPATION À UN RÉFÉRENDUM

Est une personne intéressée ayant le droit de signer une demande de participation à un référendum, dans le cadre d'une modification à la réglementation d'urbanisme qui contient une disposition susceptible d'approbation référendaire :

5.1 Conditions générales à remplir à la date d'adoption du Second projet de règlement, soit le 6 novembre 2023 et au moment d'exercer la demande :

- 1° être une personne physique domiciliée dans l'une ou l'autre des zones d'où peut

provenir une demande et, depuis au moins 6 mois, au Québec;

OU

2° être, depuis au moins 12 mois, le propriétaire d'un immeuble ou l'occupant d'un établissement d'entreprise, au sens de la *Loi sur la fiscalité municipale*, situé dans l'une ou l'autre des zones d'où peut provenir une demande;

ET

3° n'être frappé d'aucune incapacité de voter prévue par la loi.

5.2 Condition supplémentaire, particulière aux personnes physiques :

Une personne physique doit également, à la même date et au moment d'exercer ce droit, être majeure et de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.

5.3 Condition supplémentaire, particulière aux propriétaires uniques ou occupants uniques d'un établissement d'entreprise :

L'inscription à titre de propriétaire unique ou d'occupant unique d'un établissement d'entreprise est conditionnelle à la réception par la Municipalité d'un écrit signé par le propriétaire ou l'occupant ou d'une résolution demandant cette inscription, avant ou en même temps que la demande.

5.4 Condition supplémentaire, particulière aux copropriétaires indivis d'un immeuble ou aux cooccupants d'un établissement d'entreprise :

Les copropriétaires indivis d'un immeuble ou les cooccupants d'un établissement d'entreprise qui sont des personnes intéressées doivent désigner parmi eux, le cas échéant, au moyen d'une procuration signée par la majorité d'entre eux, une personne pour signer la demande, pourvu que cette personne n'ait pas le droit d'être inscrite prioritairement à un autre titre sur la liste référendaire, outre son inscription à la suite de toute désignation comme représentant d'une personne morale. Cette procuration doit être produite à la Municipalité, avant ou en même temps que la demande.

5.5 Condition d'exercice, particulière aux personnes morales :

La personne morale qui est une personne intéressée signe la demande par l'entremise d'un de ses membres, administrateurs ou employés qu'elle désigne à cette fin par résolution et qui, à la date de l'adoption du Second projet de règlement, soit le 6 novembre 2023, et au moment d'exercer ce droit, est majeure et de citoyenneté canadienne et n'est pas ni en curatelle, ni frappée d'une incapacité de voter prévue par la loi. Cette résolution doit être produite à la Municipalité, avant ou en même temps que la demande.

5.6 Inscription unique :

Outre son inscription à la suite de toute désignation comme représentant d'une personne

morale, le cas échéant, la personne qui est à plusieurs titres une personne intéressée d'une zone d'où peut provenir une demande n'est inscrite qu'à un seul de ces titres, selon l'ordre de priorité suivant :

- 1° à titre de personne domiciliée;
- 2° à titre de propriétaire unique d'un immeuble;
- 3° à titre d'occupant unique d'un établissement d'entreprise;
- 4° à titre de copropriétaire indivis d'un immeuble;
- 5° à titre de cooccupant d'un établissement d'entreprise.

Dans le cas où plusieurs immeubles sont visés au paragraphe 2° ou 4° ci-dessus, on considère celui qui a la plus grande valeur foncière. Dans le cas où plusieurs établissements d'entreprise sont visés au paragraphe 3° ou 5° ci-dessus, on considère celui qui a la plus grande valeur locative.

6. ABSENCE DE DEMANDES

Toutes les dispositions du Second projet de règlement qui n'auront fait l'objet d'aucune demande valide pourront être incluses dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

7. CONSULTATION DU SECOND PROJET DE RÈGLEMENT ET AUTRES DOCUMENTS

Le Second projet de règlement et le plan de zonage actuellement en vigueur sur le territoire de la Municipalité peuvent être consultés au bureau de la soussignée, situé au 630, 4^e Avenue, Grandes-Piles (Québec), G0X 1H0, aux jours et heures d'ouverture du bureau municipal, le lundi, mercredi et jeudi de 9h à 12h et 13h30 à 16h.

Toute personne qui veut obtenir des informations sur le processus lié au présent avis ou éventuellement localiser son immeuble par rapport aux zones concernées (zones contiguës) peut s'adresser à monsieur Alain Paquette, responsable de l'urbanisme (inspection@grandespiles.qc.ca) ou se présenter en personne aux jours et heures d'ouverture du bureau municipal mentionnés au paragraphe précédent.

Le 8 novembre 2023

La directrice générale et greffière-trésorière,



Annie Saint-Pierre